

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

SOGELEASE FRANCE

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 248 500 005 €
Siège social : 59, avenue de Chatou, 92500 Rueil-Malmaison
410 736 169 R.C.S. Nanterre

Documents comptables annuels approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 30 mai 2017

I. — Bilan social au 31 décembre 2016 (En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, Banques Centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit (note 1 & 21)	467 767	412 809
A vue	63 474	21 446
A terme	404 293	391 363
Créances sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et activités de portefeuille		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de LOA (note 2 & note 2bis & note 2ter)	2 100 432	1 961 778
Opérations de location simple (note 2 & note 2bis & note 2ter)	196 225	164 534
Immobilisations incorporelles (note 3 & note 3bis)	0	0
Immobilisations corporelles (note 3 & note 3bis)	0	0
Autres actifs (note 4)	10 739	2 585
Comptes de régularisation (note 5)	2 651	1 815
Total actif	2 777 814	2 543 520

Passif	31/12/2016	31/12/2015
Dettes envers les établissements de crédit (note 6 & note 21)	2 155 299	1 999 618
A vue	240	25
A terme	2 155 060	1 999 592
Comptes créditeurs de la clientèle (note 21)	1 771	1 942
Autres dettes		
A vue	1 771	1 942
A terme		
Dettes représentées par un titre :		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		
Autres passifs (note 7)	49 307	26 628
Comptes de régularisation (note 9)	45 853	45 391
Provisions (note 8)	6 601	6 016
Capital souscrit (note 10)	248 500	248 500
Réserves (note 10)	465	465
Amortissements dérogatoires (note 10)	489 698	458 369
Subvention d'investissement (note 10)	2 709	3 292
Report à nouveau (note 10)	-246 702	-277 079
Résultat de l'exercice (+/-)	24 311	30 378
Total passif	2 777 814	2 543 520

Hors-bilan	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés		
Engagements de financement (note 11)		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	159 685	137 832
Engagements sur instruments financiers (note 11)		
Engagements de garantie (note 11)		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	0	0
Engagements d'ordre de la clientèle		
Engagements reçus		
Engagements de financement (note 12)		
Engagements reçus d'établissements de crédit	166 775	190 253
Engagements sur instruments financiers (note 12)		
Engagements de garantie (note 12)		
Engagements reçus sur opérations de crédit-bail		

II. — Compte de résultat 2016
(En milliers d'euros.)

	31/12/2016	31/12/2015
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 13)	12 689	13 512
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	12 689	13 512
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 13 bis)	-19 820	-30 022
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-19 813	-30 011
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-7	-12
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	827 110	816 379
- Charges sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	-744 620	-748 073
+ Produits sur opérations de location simple (note 14)	63 974	55 005
- Charges sur opérations de location simple (note 14)	-57 103	-53 242
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	404	403
- Commissions (charges)	-29	-27
+/- Gains ou pertes sur opérations financières		
Autres produits et charges ordinaires		
+ Autres produits d'exploitation (note 15)	55	78
- Produits divers de gestion courante	55	78
- Quote part d'exploitation faites en commun		
- Autres charges d'exploitation (note 15)	-11	0
- Charges diverses de gestion courante	-11	0
- Quote part d'exploitation faites en commun	0	0
Produit net bancaire	82 648	54 013
- Charges générales d'exploitation (note 16)	-11 107	-10 273
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-11 107	-10 273
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	71 541	43 740
+/- Coût du risque (note 17)	-5 098	-705
Résultat d'exploitation	66 443	43 035
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Titres de participation)		
+/- Résultat ordinaire avant impôt :	66 443	43 035
+/- Résultat exceptionnel avant impôt (note 18)	0	0
+/- Impôt sur les bénéfices (note 19)	10 803	7 549

+/- Provisions réglementées (note 20)	-31 329	-5 108
+/- Résultat de l'exercice	24 311	30 378

III. — Notes annexes aux comptes sociaux

I. — Information sur le choix des méthodes utilisées

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et du règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général pour les opérations non visées par le règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de Soglease France sont consolidés au niveau de la Société Générale située Tour Société Générale 92972 Paris la Défense cedex.

II. — Principes comptables et méthodes d'évaluation

A. — Opérations sur les nouveaux instruments financiers

Les opérations de couverture portant sur les instruments financiers sont enregistrées conformément aux dispositions de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations (contrats fermes ou optionnels) sont inscrits dans les comptes hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

La comptabilisation des résultats pour les opérations de couverture est la suivante :

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur éléments couverts.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

B. — Immobilisations

B1. — Immobilisations données en location

Les immobilisations corporelles sont constituées de matériel et outillage industriels, de matériel de bureau, informatique, et de mobilier, dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

Conformément à l'avis du CNC en date du 4 octobre 2006, les CRC 2002-10 et 2004-06 n'ont pas été appliqués pour les immobilisations données en location dans la mesure où ces immobilisations sont retraitées en location financement dans les comptes consolidés et la charge de renouvellement incombe au locataire.

Les traitements comptables en cours, en matière d'amortissement, ont été maintenus.

B2. — Immobilisations d'exploitation

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur valeur d'acquisition nette de TVA récupérable. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou dégressif.

Les durées d'amortissement généralement retenues pour les deux catégories d'immobilisations ci-dessus sont les suivantes :

Agencements et installations	8 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans à 10 ans
Matériel informatique	3 ans à 5 ans
Matériel et outillage	4 ans à 7 ans

B3. — Immobilisations corporelles et incorporelles

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail et LOA ou de location simple, celles des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de progiciels dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

B4. — Réserve Latente

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location.

La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente brute.

Cette dernière était de 594 076 K€ à l'ouverture et de 580 437 K€ au 31 décembre 2016.

C. — Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées sont évaluées selon la méthode dite du prorata temporis.

La sélection des risques repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation des dossiers supérieurs à 150 000 € est totalement réalisée par un chargé d'étude. Les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels expert et d'analyse de bilans par des spécialistes métiers.

Par application du règlement CRC 2002-03 modifié du 2005-03, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

- Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :
 - lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
 - lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
 - s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.
- Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis. L'identification intervient à la échéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois dans le groupe Société Générale verra tous ses dossiers déclassés même s'ils ne répondent pas encore à ces critères de déclasserement.

Les créances ont été dépréciées le cas échéant par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les clients douteux et douteux compromis Entreprise sont dépréciés individuellement (sur la base d'estimations de récupération) si la créance est de montant significatif (> 30 K€), et statistiquement (par application d'un taux moyen) dans le cas contraire.

Les récupérations provisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux années précédentes, sur une période de recouvrement estimée.

Conformément à l'article 13 bis du CRC 2002.03 modifié du CRC 2005.03, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisée en coût net du risque.

Les clients qui ne sont pas en procédure collective ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent, après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclasserement initial, passer à nouveau en encours sain.

A fin 2016, les provisions calculées sur une base individuelle s'élèvent à 95 549 K€, et les provisions déterminées à partir d'un taux statistique s'élèvent à 606 K€.

Gestion des crédits restructurés

De nouvelles directives ont été données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- les encours en défaut restructuré : la contrepartie est mise en défaut à compter de la validation de sa mise en restructuration, pendant une période minimum d'un an ;
- les encours en sain restructuré probatoire : mise en période de probation de 2 ans maximum après la sortie du défaut soit une mise sous surveillance [Watch List] avec passage en défaut au 1^{er} impayé ;
- au-delà de la période de probation, les règles standards de mise en défaut s'appliquent à nouveau et l'encours figure en sain standard.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut) ;
- provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch list) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et provisionnés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle-ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur. Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

D. — Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

E. — Impôt sur les sociétés

Sogelease fait partie d'une intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art 223 A à U du CGI) depuis le 1^{er} janvier 1998.

La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de contribution sociale sur les bénéfices), l'impôt est déterminé par Sogelease comme en l'absence d'intégration fiscale. Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère.

F. — Commissions

La rubrique « commissions » comprend principalement les commissions versées aux apporteurs d'affaires.

G. — Rémunération des dirigeants

Sogelease doit mentionner la rémunération globale versée aux membres des organes d'administration et de direction.

Etant donné que seul un dirigeant (Directeur Général) est rémunéré par Sogelease via une refacturation de Société Générale, mentionner cette information reviendrait à communiquer sa rémunération individuelle.

Sogelease a donc choisi de ne pas communiquer cette rémunération.

Aucune avance ni crédit n'a été consenti au cours de l'année 2016.

H. — Provision de passif

La provision est destinée à couvrir la VNC ITNL pour 6 101 K€.

I. — Régime Intégration Fiscale

La société Sogelease France est sous le régime d'intégration fiscale du Groupe SG.

La convention d'intégration fiscale retient la conception selon laquelle, les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits, sont réallouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires.

J. — Transaction avec les parties liées.

En application du règlement de l'ANC n°2010-04 du 7 octobre 2010, abrogé et repris par ANC N° 2014-07 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan modifiant le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 91-01 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels des établissements de crédit, les transactions avec les parties liées sont conclues à des conditions normales de marché et ne sont donc pas détaillées dans l'annexe.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Créances à vue	63 474	21 446
Créances à terme	404 293	391 363
Total	467 767	412 809

Note 2. – Opérations de crédit-bail et de location

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2015	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/2016	Amortisse- ments et dépréciations	Valeur nette comptable 31/12/2016
Crédit-bail mobilier						
Immobilisations	4 061 328	924 717	852 463	4 133 583	2 047 076	2 086 508
Créances douteuses	388	0	191	197	28	169
Créances douteuses compromises **	102 058	0	4 515	97 543	88 092	9 450
Créances rattachées	3 965	340	0	4 305		4 305
Dont commissions restant à étaler*	2 637	0		2 818	0	2 818
Total	4 167 739	925 057	857 168	4 235 628	2 135 196	2 100 432
Location financière						
Immobilisations	335 823	95 697	42 224	389 296	195 961	193 335
Créances douteuses	2		0	2	0	2
Créances douteuses compromises **	5 747	0	914	4 833	4 661	171
Créances rattachées	3 906	0	1 188	2 717		2 717
Dont commissions restant à étaler*	274	0		313		313
Total	345 478	95 697	44 327	396 848	200 623	196 225

* Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports restant à étaler ont été reclassées dans le poste « opérations de crédit-bail et loa » et « opérations de location simple »

Note 2 bis — Dépréciations des créances douteuses sur opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Crédit-bail mobilier (1)	98 134	88 120	98 134	88 120
Créances douteuses	43	28	43	28
Créances douteuses compromises	98 091	88 092	98 091	88 092
Location financière (1)	5 362	4 661	5 362	4 661
Créances douteuses	0	0	0	0
Créances douteuses compromises	5 362	4 661	5 362	4 661
Total	103 496	92 782	103 496	92 782

(1) Le montant des pertes sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2016 s'élève à 15 386 K€. Les reprises de provisions afférentes ont bien été comptabilisées sur l'exercice.
Aucune perte constatée sur les créances douteuses compromises.

Note 2 ter. — Amortissements sur opérations de crédit-bail et de location

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements 31/12/2015	Dotations		Reprises et reclassements	Amortissements 31/12/2016
		Linéaires	Dégressives		
Crédit-bail mobilier	2 107 828	695 779		756 531	2 047 076
Location financière	175 582	56 484		36 104	195 961
Reprise d'amortissements excédentaires	0	0			0
Total	2 283 409	752 646	0	793 018	2 243 037

Note 3. – Immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2015	Acquisitions	Cessions	Virements comptables	Variations cours devises	Brut 31/12/2016	Amortisse- ments et déprécia- tions	Valeur nette comptable
Immobilisations incorporelles	86	0		0		86	86	0
Immobilisations corporelles	0		0			0	0	0
Total	86	0	0	0	0	86	86	0

Note 3 bis — Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements et dépréciations 31/12/2015	Dotations linéaires	Reprises	Virements comptables	Amortissements et dépréciations 31/ 12/2016
Immobilisations incorporelles	86	0	0		86

Immobilisations corporelles	0	0	0	0
Total	86	0	0	86

Note 4. – Autres actifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Etat, impôts et taxes	10 711	2 699
Débiteurs divers	28	-113
Total	10 739	2 585

Note 5. – Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Charges constatées d'avance	12	13
Produits à recevoir	2 597	1 801
Divers	41	0
Total	2 651	1 815

Note 6. – Dettes envers les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes à vue	239	25
Comptes ordinaires créditeurs	173	25
Dettes rattachées	66	0
Dettes à terme	2 155 060	1 999 592
Emprunts et comptes à terme	2 153 694	1 997 201
Dettes rattachées	1 366	2 391
Total	2 155 299	1 999 618

Note 7. – Autres passifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Fournisseurs	0	0
Etat, impôts et taxes	7 104	914
Créditeurs divers	37 000	25 714
Dépôts de garantie	5 204	0
Total	49 307	26 628

Note 8. – Provisions

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Provision VNC ITNL	5 516	6 101	5 516	6 101
Provision risque opérationnel	500			500
Total	6 016	6 101	5 516	6 601

Note 9. – Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Loyers constatés d'avance CB	43 952	43 308
Loyers constatés d'avance LS	1 225	1 295
Charges à payer	676	787
Total	45 853	45 391

Note 10. – Les capitaux propres

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2015	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2016
Capital (1)	248 500				248 500
Primes d'émission					
Réserve légale					

Réserves réglementées					
Réserves ordinaires	465				465
Report à nouveau	-277 079		30 378		-246 702
Subvention d'investissement	3 292			-583	2 709
Amortissements dérogatoires cogénération (note 20)	0			0	0
Autres amortissements dérogatoires (note 20)	458 369			31 329	489 698
Résultat	30 378	24 311	-30 378		24 311
Total	463 924	24 311	0	30 746	518 982

(1) Au 31/12/2016, le capital social se compose de 16 566 667 actions de nominal 15 €.

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres				
	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	16 566 667			16 566 667	15
Total	16 566 667	0	0	16 566 667	15

Note 11. – Engagements donnés

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Au profit de				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées		
Engagements en faveur des EC						0
Engagements sur instruments financiers						0
Opérations fermes de gré à gré						0
Swaps de taux d'intérêt						0
Engagements en faveur de la clientèle						0
Engagements relatifs aux opérations de CB					159 685	159 685
Engagements de garantie						0
Total				0	159 685	159 685

Note 12. – Engagements reçus

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Accordés par				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées		
Engagements de financements						
Reçus des établissements de crédit					166 775	166 775
Engagements sur instruments financiers						
Opérations fermes de gré à gré						0
Swaps de taux d'intérêt						0
Engagements de garantie						0
Garanties reçues concernant les opérations de crédit-bail						0
Autres engagements						0
Total				0	166 775	166 775

Engagements reçus de la part de la SG dans le cadre du nouveau calcul du coefficient de liquidité (Exigence SURFI).

Note 13. – Intérêts et produits assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	12 689	13 512
Intérêts sur compte ordinaire	0	5
Intérêts sur compte et prêt	12 689	13 507
Intérêts sur SWAPS	0	0
Produits divers d'intérêts	0	0

Autres intérêts	0	0
	12 689	13 512
(1) Dont intérêts courus à recevoir		
Sur compte ordinaire	63 473	11 254
Sur compte et prêt	8 973	10 360

Note 13 bis. — Intérêts et charges assimilées

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	19 813	30 011
Intérêts sur compte ordinaire	89	3
Intérêts sur compte et emprunts	19 724	30 008
Intérêts sur SWAPS	0	0
Sur opérations avec la clientèle	7	12
Autres intérêts	7	12
Total	19 820	30 022
(1) Dont intérêts courus à payer		
Sur compte ordinaire	66	1
Sur compte et emprunts	1 367	3 873

Note 14. – Produits et charges sur opération de Crédit-bail et de Location simple

Détail des produits sur opérations de crédit-bail et location simple

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Loyers	792 100	54 968	784 052	47 848
Indemnités de résiliation, autres produits	11 547	-119	6 647	45
Plus-values sur cessions	22 884	9 125	23 294	6 913
Escomptes obtenus	0	0	0	0
Provision pour dépréciation	-12 486	-833	-13 064	-833
Reprise provision pour dépréciation N-1	13 064	833	15 451	1 032
Total	827 110	63 974	816 379	55 005

Détail des charges sur opérations de crédit-bail et location simple

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Dotations aux amortissements linéaires	695 620	56 600	697 194	51 519
Moins-values sur cessions	44 878	353	45 426	1 607
Autres	4 123	150	5 454	116
Dont commissions d'apport*	1 609	150	1 534	116
Total	744 620	57 103	748 073	53 242

*Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports ont été reclassées dans le poste « charges sur opérations de crédit bail et loa » et « charges sur opérations de location simple ». Ces commissions étaient enregistrées en 2008 dans le poste « charges de commissions ».

Note 15. – Autres Produits d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Sur produits divers de gestion courante	55	78
Total	55	78

Note 15. – Autres Charges d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Sur quote part d'exploitation faites en commun	0	0
Sur charges diverses de gestion courante	11	0
Total	11	0

Note 16. – Autres charges générales d'exploitation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Entretiens et réparations	57	69
Assurance	43	42
Prestations, études informatiques	0	0
Honoraires	232	259
Impôts et taxes	2 261	1 497
Frais actes et contentieux	400	370
Refacturation frais répétables	-159	-117
Locations	2	2
Publicité, relations publiques	68	74
Déplacements	-9	11
Transports, déplacements et frais de mission	9	8
Frais de télécommunication et postaux	0	0
Refacturations sociétés groupe	8 159	8 023
Divers	44	33
Total	11 107	10 273

Note 17. – Coût du risque

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Perte sur clients et débiteurs divers	-15 446	-15 876
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers	-85 727	-95 920
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	95 401	110 001
Profits sur clients	674	1 090
Total	-5 098	-705

(1) Conformément à l'article 13 bis du CRC 2002-03 modifié du CRC 2005-03, la reprise de dépréciation des créances liée au passage du temps pour 282 K€ a été comptabilisée en coût du risque (comprend stock N-1 et décote négative N).

Note 18. – Produits exceptionnels

Néant.

Note 18. – Charges exceptionnelles

Néant.

Note 19. – Impôt sur les bénéfices

Répartition (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Impôt dû (1)	Résultat net après impôt
Résultat courant (2)	35 114	10 803	24 311
Résultat exceptionnel	0	0	0
Total	35 114	10 803	24 311

(1) Du fait de l'intégration fiscale, la société perçoit une subvention égale à la créance d'impôt réalisée. Le taux d'impôt retenu est de 34,43 % sur le déficit de l'exercice.

(2) Résultat courant avant impôts issu de la liasse fiscale

Note 20. – Dotations / Reprises

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements dérogatoires 31/12/ 2015	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements dérogatoires 31/12/ 2016
Sur amortissements dérogatoires Crédit-bail (amortissement maximum)	458 368	31 329	0	489 697
Sur amortissements dérogatoires Location simple (amortissement maximum)	422 206	24 900	0	447 106
	36 162	6 429	0	42 591
	0	0	0	0
Sur amortissements dérogatoires en cogénération (éolienne)	0	0	0	0
Total	458 368	31 329	0	489 697

Note 21. – Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir

Eléments (En milliers d'euros.) Emplois	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit						467 767
A vue	63 474					63 474
A terme	33 609	14 896	158 128	197 660		404 293
Créances sur la clientèle :						0
Autres concours à la clientèle						
Comptes ordinaires débiteurs						
Total	97 083	14 896	158 128	197 660	0	467 767

Eléments (En milliers d'euros.) Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit						2 155 299
A vue	240					240
A terme	260 837	506 915	1 292 614	94 694		2 155 060
Comptes créditeurs de la clientèle :	240					1 771
A vue (voir note ci-dessous).					0	0
A terme	1 771					1 771
Total	263 088	506 915	1 292 614	94 694	0	2 157 071

Une nouvelle règle de déclassement a été mise en place à partir de 2010 de manière à rattacher les encaissements non imputés par affaires et par tiers. Avant 2010, l'ensemble des encaissements non imputés était classifié au passif, tandis qu'en 2010 le compte est scindé en deux soit à l'actif soit au passif selon la position finale nette du tiers (débitaire ou créditaire).

Note 22. – Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Rubriques (En milliers d'euros.)	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la Société a un lien de participation
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	404 293	
Créances clients et comptes rattachés	2	
Passif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 155 060	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 783	
Hors bilan		
Engagements donnés	0	
Engagements reçus	166 775	

Filiales et participations

Néant.

IV. — Affectation du résultat

L'Associé unique constate que l'exercice 2016 se solde par :

Un bénéfice de	24 311 080,15 €
Un report à nouveau débiteur de	- 246 701 949,41 €

L'Associé unique décide d'affecter ce bénéfice au report à nouveau débiteur qui s'établit désormais à - 222 390 869,26 €.

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et votre conseil d'administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Sogelease France, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. — Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes

annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. — Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans la note annexe 2.C « Créances et dettes », votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. — Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les documents adressés à l'Associé Unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 12 mai 2017

Les Commissaires aux comptes :

Ernst & Young et Autres
Vincent Roty

Deloitte & Associés
Jean-Marc Mickeler

VII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.

1703506